

Royaume du Maroc
Ministère des Affaires
Etrangères,
de la Coopération Africaine
et des M R E
Délégation Permanente
auprès de l'UNESCO



المملكة المغربية
وزارة الشؤون الخارجية
والتعاون الإفريقي
والمغاربة المقيمين
بالخارج
المندوبية الدائمة لدى
اليونسكو

Conseil Exécutif

209ème

Débat Général

Intervention de S.Exc. M. Samir ADDAHRE
Ambassadeur-Délégué Permanent
du Royaume du Maroc auprès de l'Unesco

2 JUILLET 2020

M le Président de la Conférence Générale,

M le Président du Conseil Exécutif,

Mme la Directrice Générale,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je voudrais commencer mon propos en soulignant que la Délégation du Royaume du Maroc s'associe pleinement à la déclaration faite par l'Egypte au nom du Groupe Arabe. Je remercie Monsieur l'Ambassadeur d'Egypte d'avoir porté, à l'ouverture de cette session, la voix du groupe arabe que j'ai l'honneur de présider pour cette année 2020.

Je souscris également, en tant que pays dont le Chef de l'Etat, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI est Président du Comité Al Qouds, à la déclaration de la délégation palestinienne.

Monsieur le Président,

Nous entamons une Session particulière et inédite durant laquelle nous devons relever plusieurs défis, en raison de l'impact et des conséquences du Covid 19 dont les effets sont aujourd'hui incalculables. La détresse sanitaire, sociale et humaine qui en découlera reste malheureusement encore à découvrir. Par conséquent nous sommes tous amenés ensemble à affronter une situation d'incertitude sur les développements futurs de cette crise.

La question est posée avec acuité, comment se préparer à l'après et avec quels outils, alors même que dans l'ébranlement du monde, il faut continuer en même temps à gérer l'urgence.

Il me semble clair que l'ampleur exogène du choc nous amène non pas à penser « redémarrage », mais plutôt « reconstruction ». il est dès lors évident que l'Unesco, dépositaire de la caution morale et éthique du système des Nations Unies, devra nous amener ensemble à engager des transformations durables dans la dynamique de la société mondiale.

Cela impliquera également pour nous de nous départir de nos références antérieures, nos tropismes nationaux parfois, et combattre avec conviction certaines tendances délétères du monde d'avant, marquées par les inégalités, les

dégradations environnementales, des gouvernances parfois inadéquates, afin d'opérer une rupture féconde. Nous souhaitons dès lors que la réflexion collective soit engagée dès maintenant au regard de la gravité des périls qui nous menacent.

Je salue sincèrement l'engagement de Madame la Directrice Générale pour la transformation stratégique de notre organisation. Cette transformation devra dorénavant prendre en compte les leçons et les conséquences de cette crise inédite et globale. Je souhaite que Madame la Directrice Générale prenne le « lead » et elle en a la légitimité, avec notre soutien à tous, pour une réflexion innovante sur le multilatéralisme. Un multilatéralisme innovant, pragmatique, efficace et inclusif, plaçant au cœur de son action l'humain.

Redéfinir principalement le rôle de l'UNESCO en tant que chef de fil de l'éducation à travers l'établissement des fondements de l'avenir, repenser les politiques éducatives, climatiques et sociales post Covid 19 et renforcer la Priorité Afrique, telle est notre mission.

En cette période de grands bouleversements, l'UNESCO doit répondre aux attentes des Etats membres et aux aspirations de leurs peuples au développement durable, à une coopération et des partenariats internationaux solides, basés sur la solidarité, le respect et la dignité.

A cet égard, nous saluons le Secrétariat et les secteurs, qui malgré les difficultés et les contraintes, ont poursuivi à travers un engagement et un effort constant la mise en œuvre de nos programmes ainsi que leur adaptation aux réalités de la pandémie. Il est évident que tout n'a pas pu être réalisé, mais nul ne peut ignorer ces efforts et cet engagement. Cet élan devra se poursuivre et être accéléré dans une logique ambitieuse et efficace de l'action de l'UNESCO .

Si nous voulons être à la hauteur des engagements pris et relever les multiples défis posés par la Covid 19, nous devons être mobilisés ensemble, Etats membres et Secrétariat, main dans la main, afin de tirer les enseignements de la crise sanitaire et prendre les décisions que nous impose cette nouvelle réalité.

Dans cette perspective, l'initiative « l'avenir de l'éducation » est l'action la plus ambitieuse de notre Organisation durant ce biennium. Elle vise à réinventer les politiques de l'enseignement, du savoir et de l'apprentissage à travers le monde, mettant à profit l'intelligence collective pour un avenir meilleur. Au-delà de l'universalité du projet, sa conception plurielle du futur prend en considération la richesse de la diversité du savoir et conforte les multiples lendemains souhaités pour l'humanité et pour notre planète .Il nous incombe de faire réussir ce projet, le mener à bien et le présenter à nos gouvernements à travers un engagement indéfectible, multidimensionnel et pérenne. Mes plus sincères

remerciements à Madame la Directrice Générale pour le rôle clé qu'elle a joué pour le lancement de cette initiative.

La réussite de ce projet renforcera indéniablement le leadership de l'UNESCO sur le chantier stratégique de l'éducation mondiale ainsi que son autorité intellectuelle qui devra toujours être défendue et préservée.

Rappelons que le rôle de l'UNESCO est d'abord normatif et intellectuel, assorti d'actions de conseils, d'orientation et d'accompagnement des politiques nationales. Il est en outre évident que le volet opérationnel est aussi primordial. Aussi, nous souhaitons que l'accent soit mis sur le rééquilibrage entre les échelles universelle, régionale et opérationnelle de l'Organisation. La viabilité et la fonctionnalité des bureaux hors siège sont fondamentales pour ce qui est de la mise en œuvre des politiques nationales et pour la visibilité et l'incarnation du leadership de notre Organisation.

Par ailleurs, il va sans dire que la responsabilité est partagée puisque si les Etats membres sont souvent demandeurs de l'expertise de l'UNESCO, ils ont parfois du mal à en tirer le plus grand bénéfice faute de moyens engagés par les gouvernements ou par manque de cohérence des politiques publiques en la matière.

Excellences, chers collègues,

Je souhaite également évoquer devant cette honorable assemblée le programme géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui est un programme essentiel de part son inestimable contribution dans le développement durable, les bonnes pratiques environnementales et le tourisme vert. Le Maroc a été parmi les Etats membres qui ont poussé vers la création de géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du programme international des géosciences et géoparcs et se félicite de la désignation du parc Mgoun en tant que premier géoparc d'Afrique et de la région arabe. A ce titre, le Géoparc de Mgoun a déposé sa candidature pour abriter, au Maroc, la 10^{ème} Conférence Internationale sur les géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se tiendra en 2022. Si cette candidature est retenue, elle serait la première dans la région arabe et en terre africaine. Nous saisissons cette occasion pour attirer l'attention des Etats membres et du Secrétariat sur le grand déséquilibre géographique concernant la désignation des géoparcs mondiaux de l'UNESCO. L'Afrique n'en compte que deux, celui de Tanzanie et celui du Maroc ; la région arabe ne compte que celui du Maroc. Il est donc urgent que l'UNESCO réfléchisse à une stratégie pour encourager et soutenir les régions qui ont très peu de géoparcs. Nous lançons, également, un appel aux Etats membres afin de coopérer et de créer des partenariats dans ce domaine.

sur un autre registre, ma délégation tient à féliciter chaleureusement la Commission Océanographique Intergouvernementale pour l'ensemble de ses contributions au service des états membres et apporter le plein appui du Royaume du Maroc à M Vladimir Ryabinin, secrétaire exécutif de la COI\UNESCO pour son engagement et l'efficacité de son action.

Le Maroc se félicite de l'élaboration du projet de Décision sur la Priorité Afrique dont il est co-auteur et salue l'esprit de solidarité et de consensus qui ont marqué le travail commun africain. Je remercie Madame l'ambassadeur du Kenya, présidente du groupe Afrique pour ses efforts continus, sa patience et sa grande capacité d'écoute visant à faire émerger un consensus autour de cette question fondamentale pour nous tous. A travers ce projet de décision nous remercions le Secrétariat pour ses efforts concrets dans la mise en œuvre de cette priorité Afrique et l'encourageons à poursuivre son action et son engagement en faveur de la mise en œuvre des programmes phares de la priorité Afrique et à renforcer sa contribution active aux objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Nous accueillons également avec satisfaction les recommandations du Groupe de travail sur les méthodes de travail lors d'une session virtuelle du Conseil Exécutif et nous remercions tous les Etats membres qui ont participé aux travaux du Groupe pour leur esprit constructif et consensuel. Mes chaleureux remerciements à mon collègue et ami, Monsieur l'ambassadeur du Bangladesh pour ses efforts, sa patience et sa sagesse.

Excellences, chers collègues,

Pendant le période de confinement, nous avons constaté une augmentation inquiétante du trafic illicite des biens culturels et un accroissement notable des ventes sur les marchés de l'art en ligne. Ce constat nous interpelle tous, états membres et secrétariat, sur la gravité de ce phénomène et sur l'action collective concertée qui doit être la nôtre. Comme l'a souligné Madame la Directrice Générale, il est impératif d'intensifier nos efforts pour faire respecter les normes éthiques sur le marché de l'art et soutenir les pays dans la sauvegarde de leur patrimoine et dans leur lutte contre le commerce illicite. le débat en ligne organisé le 26 juin à l'initiative du secrétariat était crucial pour beaucoup de pays et a ouvert la voie à une commémoration du 50ème anniversaire de la Convention de 1970 qui contribuera, nous l'espérons à une véritable prise de conscience concernant le trafic illicite des biens culturels.

J'aimerais par ailleurs remercier chaleureusement, au nom du Maroc, l'Italie pour son importante initiative visant à former un bon nombre d'experts de la région arabe au sein de sa nouvelle Ecole Internationale du Patrimoine Culturel. Cette opportunité a permis aux participants, dont une experte marocaine, d'améliorer leur connaissance en matière de gestion du patrimoine et de bénéficier de l'expertise exceptionnelle italienne dans ce domaine. Je voudrais également remercier le Centre du Patrimoine mondial pour les efforts déployés en vue de poursuivre sa mission malgré les contraintes de la crise et de nous avoir fait voyager durant le confinement à travers les visites virtuelles des sites inscrits au patrimoine mondial.

Je terminerai enfin en disant que les besoins de résilience et de protection passeront nécessairement par un multilatéralisme rénové et renforcé. Ne tombons surtout pas dans le piège de penser que le monde fragmenté qu'a révélé la crise, générant pendant un temps une certaine impuissance à agir ensemble, soit le modèle inéluctable de demain. Notre avenir, nous le construirons ensemble, l'interdépendance est une réalité et la coopération multilatérale en est la clé. Je nous souhaite à tous d'être à la hauteur des défis qui nous attendent.

Je vous remercie infiniment pour votre attention.

Bon Conseil Exécutif à tous